

4. une copie ou photocopie certifiée conforme, du relevé des fiches individuelles de rémunérations remis à l'Administration des Contributions directes pour l'année civile écoulée et où les intéressés déclarent permettre que ces fiches soient examinées à ce sujet.

§ 2. Toute modification apportée au cadre du personnel ou intervenue au niveau de la situation individuelle des membres du personnel et qui a une incidence sur l'octroi des subventions-traitements, doit être signalée avant la fin du mois à l'Administration de l'Enseignement et de la Formation permanente, au moyen des formulaires établis à cet effet et accompagnés, le cas échéant, des pièces justificatives nécessaires.

Pour chaque nouveau membre du personnel engagé, les bibliothèques publiques reconnues devront fournir une copie légalisée des diplômes ou des certificats d'étude ou autres certificats d'aptitude et éventuellement des attestations certifiées véritables par les anciens employeurs des intéressés, mentionnant la durée et la nature des fonctions exercées dans une bibliothèque publique reconnue.

CHAPITRE II. — Modifications des autres arrêtés d'exécution du décret du 19 juin 1978 relatif aux services des bibliothèques publiques de langue néerlandaise

Art. 6. L'article 4, premier alinéa, de l'arrêté royal du 1er juin 1979 relatif à la procédure de reconnaissance des bibliothèques publiques de langue néerlandaise, est remplacé par la disposition suivante :

« Une bibliothèque publique peut rester reconnue si l'organe de gestion ou d'administration dépose, avant le 1er mai de chaque année, un rapport financier et d'activité circonstancié sur l'exercice écoulé, rédigé sur les formulaires fournis à cet effet par l'Administration de l'Enseignement et de la Formation permanente. Ce rapport mentionnera également le montant du crédit prévu pour l'achat de collections, inscrit au budget approuvé de l'exercice en cours. »

Art. 7. L'article 4, § 1er, premier alinéa, de l'arrêté royal du 13 septembre 1979 relatif à la classification, à l'implantation et à l'organisation des bibliothèques publiques de langue néerlandaise, modifié par l'arrêté de l'Exécutif flamand du 1er juillet 1982, est complété par la disposition suivante :

« Si, dans une commune sont implantées une B.P.L. communale et une B.P.C. provinciale, le territoire à desservir par la B.P.L. communale est limitée aux deux tiers du chiffre de la population de cette commune ».

Art. 8. A l'article 4 de l'arrêté royal du 13 septembre 1979, fixant les conditions de reconnaissance par l'Etat des bibliothèques publiques de langue néerlandaise, les modifications suivantes sont apportées :

« 1° la lettre f) est remplacée par ces termes : « satisfaire aux prescriptions prévues par les lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative et également avoir obtenu le diplôme ou le certificat d'aptitude requis, et ce en langue néerlandaise »;

2° il est ajouté une lettre g) dont les termes sont les suivants : « g) ne pas avoir atteint l'âge de 65 ans ».

Art. 9. L'article 18 de l'arrêté royal du 16 mai 1980 relatif au financement par les provinces et les communes des bibliothèques publiques locales et centrales reconnues de langue néerlandaise, est complété par le texte suivant : « et ce à concurrence d'un tiers du chiffre de la population où elle est implantée ».

Art. 10. L'article 15, § 4, de l'arrêté de l'Exécutif flamand du 1er juillet 1982 modifiant certaines dispositions des arrêtés d'exécution du décret du 19 juin 1978 relatif aux services des bibliothèques publiques de langue néerlandaise, et de la loi du 17 octobre 1921 relatif aux bibliothèques publiques, est complété par le texte suivant : « exception faite pour la désignation ou la nomination d'un nouveau bibliothécaire ».

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er avril 1984.

Art. 12. Le Ministre communautaire de la Culture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, 7 mars 1984.

Le Président,

G. GEENS

Le Ministre communautaire de la Culture,

K. POMA

COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 84 — 778

5 AVRIL 1984. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française organisant les relations sociales dans les organismes d'intérêt public relevant de la Communauté française

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 13, §§ 3, 5, et 6;

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11, § 1er, modifié par l'arrêté royal n° 4 du 18 avril 1967;

Vu le décret du 12 décembre 1977 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (R.T.B.F.), notamment les articles 9, §§ 4 et 23, alinéa 2;

Vu le décret du 1er juillet 1982 créant un Commissariat général aux Relations internationales, notamment l'article 1er;

Vu le décret du 30 mars 1983 portant création de l'Office de la Naissance et de l'Enfance (O.N.E.), notamment l'article 19, § 2;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 février 1982 réglant la signature des actes de l'Exécutif, notamment l'article 3;

Vu l'avis du Comité de consultation syndicale auprès de l'Institut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française;

Vu l'accord de Notre Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française, compétent en matière de personnel, donné le 24 février 1984;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française chargé des Affaires culturelles et des Relations extérieures et de Notre Ministre des Affaires sociales, et vu la délibération de l'Exécutif du 22 mars 1984,

Arrêtons :

CHAPITRE Ier. — Objet et champ d'application de l'arrêté

Article 1er. Le régime institué par le présent arrêté est applicable aux membres du personnel définitif, stagiaire, temporaire ou auxiliaire, même engagés sous contrat de travail :

- 1° de la Radio-Télévision belge de la Communauté française;
- 2° du Commissariat général aux Relations internationales;
- 3° de l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

CHAPITRE II. — De la négociation

Art. 2. § 1er. Sauf dans les cas d'urgence déterminés par Nous et dans les autres cas déterminés par Nous, les autorités administratives compétentes ne peuvent, sans une négociation préalable avec les organisations syndicales représentatives au sein des comités créés à cet effet, prendre :

- 1° les dispositions de base ayant trait :
 - a) au statut administratif, y compris le régime de congé;
 - b) au statut pécuniaire;

- c) au régime de pensions;
- d) aux relations avec les organisations syndicales;
- e) à l'organisation des services sociaux.

Le cas échéant, les dispositions de base sont déterminées par Nous en indiquant soit les matières qui en font l'objet, soit les dispositions qui les constituent. Les arrêtés pris à cet effet sont précédés de la négociation prescrite par le présent article;

2° les dispositions réglementaires, les mesures d'ordre intérieur ayant un caractère général et les directives ayant le même caractère qui sont relatives à la fixation ultérieure des cadres du personnel, à la durée du travail et à l'organisation de celui-ci.

§ 2. Le dépôt des projets de décret concernant un des objets visés au § 1er est également précédé de la négociation prévue par cette disposition.

Art. 3. § 1er. Il est créé un comité de négociation pour chaque organisme visé à l'article 1er. Ce comité est compétent pour les questions intéressant le personnel de l'organisme d'intérêt public pour lequel il a été institué.

§ 2. Le comité de négociation fonctionne conformément aux règles fixées à l'annexe I du présent arrêté.

§ 3. Le comité de négociation est composé :

- 1° d'un ou de plusieurs membres de l'Exécutif, désignés par celui-ci, ou de leurs délégués dûment mandatés;
- 2° des membres du Gouvernement national qui ont la fonction publique dans leurs attributions, ou de leurs délégués dûment mandatés;
- 3. de deux délégués au moins pour chaque organisation syndicale représentative.

Le fonctionnaire dirigeant de l'organisme d'intérêt public ainsi que, pour la R.T.B.F., le fonctionnaire général chargé des affaires paritaires, se joignent aux membres de l'Exécutif ou à leurs délégués.

§ 4. La délégation visée au § 3, 2°, ne participe à la négociation que pour les matières devant recueillir l'accord du Ministre de la Fonction publique en vertu de l'article 13, § 6; de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

§ 5. Le protocole de négociation visé à l'article 10, § 2, de l'annexe I du présent arrêté est transmis par le président du comité de négociation à l'Exécutif.

L'Exécutif est lié par le protocole de négociation lorsque celui-ci a reçu l'accord de toutes les parties.

CHAPITRE III. — De la concertation

Art. 4. § 1er. Au sein de chaque organisme d'intérêt public visé à l'article 1er, il est créé un comité général de concertation.

§ 2. Notre Ministre-Membre de l'Exécutif qui a l'organisme d'intérêt public dans ses attributions peut créer, au sein de cet organisme, par service ou groupe de services, des comités de concertation dont il détermine le ressort.

§ 3. L'ensemble des ressorts des comités de concertation correspond à celui du comité général de concertation.

§ 4. Chaque comité de concertation et chaque comité général de concertation sont compétents pour les matières visées à l'article 6 qui concernent exclusivement le personnel qui relève de leur ressort.

§ 5. Les propositions relatives à la création de comités de concertation font l'objet d'une concertation au sein du comité général de concertation dans le ressort duquel ils sont créés.

§ 6. Les comités de concertation visés au §§ 1er et 2 du présent article sont composés :

- 1° d'un président désigné par Notre Ministre-Membre de l'Exécutif qui a l'organisme d'intérêt public dans ses attributions;
- 2° de membres effectifs désignés à raison de deux membres pour chaque organisation syndicale représentative et d'un nombre équivalent de membres désignés par Notre Ministre-Membre de l'Exécutif qui a l'organisme d'intérêt public dans ses attributions.

Toute mission dans un comité de concertation ne peut être confiée qu'à des agents en activité depuis un an au moins dans le service intéressé.

Des membres suppléants sont désignés selon les mêmes modalités que celles relatives à la désignation des membres effectifs. Le membre suppléant siège en cas d'absence d'un membre effectif.

§ 7. Le comité de concertation délibère selon les règles établies aux articles 3 et suivants de l'annexe II du présent arrêté.

§ 8. Les organisations syndicales représentées dans un comité de négociations sont habilitées à présenter des délégués pour siéger dans les comités de concertation créés dans le ressort dudit comité.

Art. 5. § 1er. La commission d'avis instituée par l'article 9, § 4, du décret du 12 décembre 1977 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française exerce, pour la R.T.B.F., les attributions du comité général de concertation visé à l'article 4, § 1er.

§ 2. La composition et les modalités de fonctionnement du comité visé au § 1er sont fixées à l'annexe II du présent arrêté.

§ 3. Outre les compétences confiées à la commission d'avis par l'article 5, la commission peut connaître toute question de nature à affecter la situation matérielle ou morale des membres du personnel de la Radio-Télévision belge de la Communauté française.

Chaque semestre et lors de toute modification importante, elle est informée de la politique définie par les organes de gestion en matière d'investissement, de recrutement, de budget et de programmes, dans la mesure où ceux-ci concernent le personnel.

Les matières donnant lieu à information périodique des membres de la commission d'avis sont celles que mentionne l'annexe III du présent arrêté.

Art. 6. § 1er. Sauf dans les cas d'urgence déterminés par Nous et dans les autres cas déterminés par Nous, les autorités administratives compétentes ne peuvent, sans une concertation préalable avec les organisations syndicales représentatives au sein des comités de concertation, prendre :

1° les décisions fixant le cadre du personnel des services ressortissant au comité de concertation dont il s'agit;

2° les dispositions non considérées par Nous comme étant de base en vertu de l'article 2, § 1er, 1°, dernier alinéa, ainsi que celles relatives à la durée du travail et à l'organisation de celui-ci qui sont propres auxdits services.

Sont, en outre, soumises à la même concertation préalable, les mesures d'ordre intérieur et les directives relatives à un des objets visés à l'alinéa 1er, 2°.

Les comités de concertation émettent un avis motivé sur les propositions dont ils sont saisis en application du présent paragraphe.

Ils peuvent également être saisis, selon les mêmes modalités, de propositions tendant à l'amélioration des relations humaines ou à l'accroissement de la productivité.

§ 2. Chaque comité de concertation peut être chargé par Nous des attributions qui, dans les entreprises privées, sont confiées aux comités de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail.

CHAPITRE IV. — Des services sociaux

Art. 7. L'Exécutif détermine les règles selon lesquelles les autorités administratives qui ont créé des services sociaux, confient entièrement la gestion de ceux-ci aux organisations syndicales représentatives.

CHAPITRE V. — De la représentativité

Art. 8. Dans chaque organisme d'intérêt public, est considérée comme représentative toute organisation syndicale qui :

- 1° exerce son activité sur le plan national;
- 2° est affiliée à une organisation syndicale représentée au Conseil national du travail;
- 3° défend les intérêts de toutes les catégories du personnel de l'organisme d'intérêt public;
- 4° compte un nombre d'affiliés cotisants représentant au moins 10 % des membres du personnel de l'organisme d'intérêt public.

Art. 9. § 1er. Tous les six ans, à partir d'une date fixée par Nous, une commission vérifie si les organisations syndicales qui siègent ou qui demandent à pouvoir siéger dans les comités de négociation satisfont aux critères relatifs au nombre des affiliés cotisants, prévus à l'article 8.

La commission est composée de trois membres, magistrats de l'Ordre judiciaire, nommés par Nous. La commission délibère valablement lorsque deux membres sont présents. Elle décide à l'unanimité.

Les organisations syndicales visées à l'alinéa 1er produisent à la commission, à la demande de celle-ci, les éléments probants nécessaires à l'application dudit alinéa.

À la demande du président de la commission, les organismes d'intérêt public dont les membres du personnel sont soumis au régime institué par le présent arrêté sont tenus de lui fournir la liste de leur personnel.

Les membres de la commission et les agents qui éventuellement les assistent sont soumis à l'obligation du secret professionnel au sujet des renseignements fournis par les organisations syndicales.

Un délégué de l'organisation syndicale intéressée peut assister à toute opération de vérification qui la concerne.

§ 2. Une organisation syndicale dont la commission a constaté qu'elle ne satisfait pas aux dispositions visées au § 1er, alinéa 1er, peut demander un nouvel examen si elle croit que depuis cette constatation elle répond bien aux conditions imposées.

Ce nouvel examen peut se faire au plus tôt deux ans après le dernier comptage et au plus tard deux ans avant l'échéance des six ans.

Si, à la suite de ce nouvel examen, il apparaît que l'organisation syndicale satisfait aux conditions prévues, celle-ci peut immédiatement siéger dans les comités pour lesquels elle est considérée comme représentative.

Art. 10. Le comptage des affiliés cotisants est établi sur base de la réglementation fixant les conditions d'octroi de la prime syndicale, à l'exception des dispositions suivantes :

1° L'année de référence est l'année précédant celle du comptage.
2° L'effectif à prendre en compte est l'effectif au 31 décembre de l'année de référence.

3° Le montant minimum de la cotisation individuelle mensuelle est fixé à 0,85 % de la rémunération mensuelle brute garantie indexée, telle qu'elle est en vigueur le 1er juillet de l'année précédant l'année de référence.

4° La cotisation doit avoir été payée mensuellement, trimestriellement ou, à défaut, anticipativement.

Art. 11. Outre les prérogatives que le présent arrêté leur confère, les organisations syndicales représentatives peuvent, aux conditions fixées par Nous :

1° exercer les prérogatives des organisations syndicales agréées;
2° percevoir les cotisations syndicales dans les locaux pendant les heures de service;

3° assister aux concours et examens organisés pour les agents sans préjudice des prérogatives des jurys;

4° organiser des réunions dans les locaux.

CHAPITRE VI. — De l'agrération

Art. 12. Les organisations syndicales des membres du personnel auxquels le régime institué par le présent arrêté est applicable sont agréées, sauf dans les cas déterminés par Nous, dès le moment où

elles se font connaître à l'autorité intéressée par l'envoi, sous pli recommandé à la poste, d'une copie de leurs statuts et de la liste de leurs dirigeants responsables.

L'agrération ne leur est maintenue que si elles portent à la connaissance de l'autorité intéressée, les modifications qu'elles apportent à leurs statuts ou à la liste de leurs dirigeants responsables.

Art. 13. Les organisations syndicales agréées peuvent, aux conditions fixées par Nous :

1° intervenir auprès des autorités dans l'intérêt collectif du personnel qu'elles représentent ou dans l'intérêt particulier d'un agent;
2° assister à sa demande un agent appelé à justifier ses actes devant l'autorité administrative;

3° afficher des avis dans les locaux des services;

4° recevoir la documentation de caractère général concernant la gestion du personnel qu'elles représentent.

CHAPITRE VII. — Dispositions finales

Art. 14. L'entrée en vigueur et la mise en application des diverses dispositions du présent arrêté sont assurées par Nous aux dates et selon les modalités fixées par Nous.

Art. 15. Notre Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française chargé des Affaires culturelles et des Relations extérieures et Notre Ministre des Affaires sociales sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 5 avril 1984.

Le Ministre-Président chargé des Affaires
culturelles et des Relations extérieures,

Ph. MOUREAUX

Le Ministre des Affaires sociales,

Ph. MONFILS

Le Ministre de la Santé et de l'Enseignement,

R. URBAIN

Annexe I

Règles de fonctionnement des comités de négociation

1. Du comité.

Article 1er. § 1er. La présidence du comité est assurée par un membre de la délégation de l'Exécutif de la Communauté française.

§ 2. Le président arrête l'ordre du jour et fixe la date des réunions; il dirige les débats et assure l'ordre de l'assemblée.

§ 3. Un exemplaire du procès-verbal est envoyé à tous les membres du comité et aux organisations syndicales représentées au comité.

§ 4. Les décisions prises par l'autorité compétente sur l'un des objets relevant de la compétence du comité sont portées à sa connaissance dans un délai d'un mois.

Art. 2. Un agent désigné par le président est chargé du secrétariat du comité; il dresse le procès-verbal des séances et le protocole qui résulte de la négociation.

2. Des convocations.

Art. 3. § 1er. Le comité est convoqué à la diligence de son président ou à la demande d'une des délégations des organisations syndicales représentatives.

§ 2. Sauf les cas d'urgence, les convocations sont adressées huit jours au moins avant la date des séances, à tous les membres et aux organisations syndicales représentées au comité.

Les convocations sont accompagnées de l'ordre du jour et de la documentation nécessaire à la discussion.

3. Des experts.

Art. 4. § 1er. Les différentes délégations pourront se faire accompagner par autant d'experts qu'il y a de points à l'ordre du jour.

§ 2. Le président devra être averti préalablement de la présence de ces experts.

§ 3. Par délégation, deux experts à la fois pourront siéger en séance.

4. De l'ordre du jour.

Art. 5. § 1er. Le comité ne peut délibérer que sur les propositions inscrites à l'ordre du jour.

§ 2. Toutefois, l'ordre du jour se termine par un point « divers » à l'appel duquel des questions peuvent être posées par les membres.

5. De la tenue des séances.

Art. 6. § 1er. Les séances du comité sont ouvertes et closes par le président.

§ 2. Le président s'assure de la présence des membres et de la validité de leurs mandats.

Art. 7. Le comité est tenu de mettre au point un protocole qui constitue la conclusion de la négociation, dans le délai de deux mois à partir du jour où le point est inscrit pour la première fois à l'ordre du jour d'une séance.

En cas d'urgence, le délai de deux mois est ramené à dix jours ouvrables à la demande de la délégation de l'Exécutif.

Art. 8. § 1er. Les projets de procès-verbal et de protocole sont transmis à tous les membres du comité qui disposent de dix jours ouvrables à partir de la date d'envoi, pour faire connaître leurs observations. Si aucune modification n'est proposée, les procès-verbaux et les protocoles sont approuvés définitivement.

Dans le cas contraire, ils ne deviennent définitifs qu'après approbation à la prochaine séance.

§ 2. Si un point est examiné vu l'urgence, le texte en est rédigé et approuvé en séance.

Art. 9. L'ordre des questions à examiner peut être modifié avec l'accord de la majorité des délégations.

6. Des procès-verbaux et des protocoles.

Art. 10 § 1^{er}. Le procès-verbal contient un court résumé des délibérations.

§ 2. Le protocole contient le texte ayant recueilli soit l'accord unanime de toutes les parties, soit leurs positions respectives.

Eventuellement, une note succincte rédigée par une délégation peut être jointe au protocole.

7. De la documentation.

Art. 11. Tous les dossiers en original ou en copie sont versés aux archives du secrétariat qui en assure la conservation.

Il en est de même de toute la documentation qui s'y rattache. Les membres peuvent en prendre connaissance sur place.

8. Des dispositions diverses.

Art. 12. Les cas non prévus par le présent règlement sont autant que possible tranchés séance tenante par le Comité et soumis à l'approbation de l'Exécutif de la Communauté française.

S'ils ne peuvent être réglés immédiatement, le Comité en délibère et fait une proposition motivée qui est soumise à l'approbation de l'Exécutif de la Communauté française.

Vu pour être annexé à l'arrêté du 5 avril 1984.

Le Ministre-Président chargé des Affaires culturelles
et des Relations extérieures,

Ph. MOUREAUX

Le Ministre des Affaires sociales,

Ph. MONFILS

Le Ministre de la Santé et de l'Enseignement,

R. URBAIN

Annexes II**Composition de la commission d'avis de la R.T.B.F.
et modalités de fonctionnement des comités de concertation****I. Composition de la commission d'avis de la R.T.B.F.**

Article 1^{er}. § 1^{er}. Sont membres de la commission d'avis, les membres du comité permanent et deux délégués de chacune des organisations professionnelles représentées au comité de négociation de la R.T.B.F. qui désigneront deux membres effectifs et deux membres suppléants.

§ 2. Assistent de plein droit aux séances de la commission d'avis, les commissaires de l'Exécutif et l'administrateur général.

§ 3. Les fonctionnaires généraux dirigeant respectivement les services de la radio et de la télévision assistent également aux réunions de la commission d'avis.

Art. 2. La présidence de la commission d'avis est exercée par le président du conseil d'administration.

II. Fonctionnement des comités de concertation.**1. Du comité.**

Art. 3. § 1^{er}. Le fonctionnaire dirigeant, ainsi que la délégation de chacune des organisations syndicales, pourront se faire accompagner par autant d'experts qu'il y a de points à l'ordre du jour.

§ 2. Le président devra être averti préalablement de la présence de ces experts.

§ 3. Par délégation, deux experts à la fois pourront siéger en séance.

2. Convocation.

Art. 4. § 1^{er}. La commission est convoquée à la diligence de son président.

§ 2. La commission est réunie au moins quatre fois par an et, en outre, à la demande du comité permanent ou des délégués d'une des organisations syndicales représentatives.

§ 3. Pour l'examen de questions urgentes et importantes, le président peut convoquer la commission par procédure d'urgence.

Art. 5. Les dates des réunions sont fixées par le président.

Pour les réunions convoquées à la demande des membres représentant le personnel, et pour lesquelles l'urgence est invoquée, la date est fixée dans les dix jours qui suivent l'introduction de la demande de la convocation au secrétariat de la commission.

Art. 6. § 1^{er}. Sauf les cas d'urgence, les convocations sont adressées huit jours au moins avant la date des séances, à tous les membres effectifs et aux organisations syndicales représentées à la commission. Les convocations sont accompagnées de l'ordre du jour et de la documentation nécessaire à la discussion.

§ 2. Les membres suppléants ne peuvent assister aux séances que pour remplacer les membres effectifs, à moins qu'ils ne soient appelés à y assister en qualité d'experts.

§ 3. Tout membre effectif qui se trouve dans l'impossibilité d'assister à une réunion de la commission doit en avvertir lui-même son suppléant et l'inviter à le remplacer à la réunion.

§ 4. Tout membre empêché de se rendre à la réunion doit en informer immédiatement le secrétariat.

3. Ordre du jour.

Art. 7. L'ordre du jour est dressé par le secrétariat de la commission, sous l'autorité du président.

Art. 8. § 1^{er}. Toute demande d'inscription d'un point à l'ordre du jour doit être faite par écrit dans un document suffisamment détaillé pour permettre de préparer la discussion du problème posé.

§ 2. Toute demande d'inscription d'un point à l'ordre du jour doit parvenir au secrétariat de l'Institut en un temps qui lui permet de respecter le délai fixé à l'article 6, § 1^{er}.

§ 3. Le président peut autoriser l'inscription d'un point à l'ordre du jour, en dehors des délais prévus au présent article, lorsque cette inscription est justifiée par l'urgence.

Art. 9. § 1^{er}. La commission ne peut délibérer que sur les propositions inscrites à l'ordre du jour.

§ 2. Toutefois, l'ordre du jour se termine par un point « divers » à l'appel duquel des questions peuvent être posées par les membres. Les réponses à ces questions peuvent être données lors de la séance suivante.

4. De la tenue des séances.

Art. 10. Le président s'assure de la présence des membres et de la validité des suppléances éventuelles.

Art. 11. § 1^{er}. La commission ne se réunit valablement que si la majorité de ses membres est présente.

§ 2. Lorsque la séance a été convoquée par procédure urgente, il peut être fait exception aux dispositions du § 1^{er}, moyennant mention dans le procès-verbal.

5. Du procès-verbal.

Art. 12. § 1^{er}. Un procès-verbal des séances est dressé par le secrétariat de l'Institut.

§ 2. Le procès-verbal résume la discussion et acte soit l'avis unanime de la délégation de l'autorité et des délégués des organisations syndicales, soit leurs positions respectives.

§ 3. Eventuellement une note succincte rédigée par une délégation, peut être jointe au procès-verbal.

Art. 13. § 1^{er}. Un exemplaire numéroté du procès-verbal provisoire est envoyé à tous les membres présents à la séance.

§ 2. Les membres disposent d'un délai de cinq jours ouvrables à partir de la date d'envoi pour faire connaître par écrit leurs observations. Les corrections demandées ne peuvent avoir pour effet de modifier le sens des paroles prononcées par un membre ou la position prise par lui dans le débat.

§ 3. Le procès-verbal définitif, éventuellement corrigé avec l'accord du président, est envoyé à tous les membres effectifs et suppléants, aux organisations syndicales, aux Commissaires de l'Exécutif, à l'administrateur général et au conseil d'administration.

6. De la documentation.

Art. 14. Tous les dossiers en original ou en copie sont versés aux archives du secrétariat de l'Institut qui en assure la conservation. Il en est de même de toute la documentation qui s'y rattache. Les membres peuvent en prendre connaissance sur place.

7. Des dispositions diverses.

Art. 15. Les cas non prévus par le présent règlement sont, autant que possible, tranchés séance tenante par la commission et soumis ensuite à l'approbation de l'Exécutif de la Communauté française.

S'ils ne peuvent être réglés immédiatement, la commission en délibère et fait une proposition motivée qui est soumise à l'approbation de l'Exécutif de la Communauté française.

Vu pour être annexé à l'arrêté du 5 avril 1984.

Le Ministre-Président chargé des Affaires culturelles
et des Relations extérieures,

Ph. MOUREAUX

Le Ministre des Affaires sociales,

Ph. MONFILS

Le Ministre de la Santé et de l'Enseignement,

R. URBAIN

Annexe III

**Matières donnant lieu à information des membres
de la commission d'avis de la R.T.B.F.**

I. Budget et finances.

Communication annuelle :

- du projet de budget de fonctionnement (reconduction et initiatives nouvelles — dépenses de personnel et dépenses de programmes);
- du projet de plan d'investissements (nature et montant des investissements — réalisation du programme dans le temps — programme de financement : dotation ou emprunts);
- des mêmes projets après attribution du crédit affecté, par le Conseil de la Communauté française, au service de la radio-télévision, avec répartition par Centre de production et Secteur;
- d'un rapport définissant, dans toute la mesure du possible, les effets prévisibles du plan d'investissement sur la politique de l'emploi, l'organisation du travail, le budget et, dans certaines limites, la programmation de la production.

Communication semestrielle :

- de la situation budgétaire;
- de l'état de réalisation du plan d'investissements;
- du relevé des coproductions soumis semestriellement au comité permanent;
- d'une information sur la politique définie par les organes de gestion en matière d'investissements, de recrutements, de budgets et de programmes dans la mesure où ceux-ci concernent le personnel.

Communication ponctuelle :

- des projets de réglementations internes définies en application des articles 4 (coproductions notamment) et 20 (vente, location, rémunérations de services rendus) du décret instituant la R.T.B.F., dans la mesure où ces réglementations nécessitent une intervention du comité permanent;
- des propositions de contrats passés avec des firmes extérieures dans la mesure où elles concernent les activités du personnel;
- des projets impliquant une modification éventuelle des procédures de gestion financière et budgétaire.

II. Gestion.

Communication annuelle :

- du rapport annuel prévu par l'art. 22 du décret.

Communication ponctuelle :

- des projets impliquant une réforme des structures de gestion de l'Institut notamment des projets supposant la réorganisation de services existants ou la création de nouveaux services;
- de tout projet visant à déterminer ou à modifier le ressort et les attributions d'un ou de plusieurs centres de production régionaux.

III. Politique de l'emploi.

Communication annuelle :

- de l'organigramme de l'Institut;

- d'un rapport définissant à court et à moyen terme la politique de l'emploi de la R.T.B.F. avec ses implications en matière de départs (mise à la retraite), recrutements (nombre d'emplois à prévoir et calendrier des épreuves de recrutement), accueil et formation.

Ce rapport doit être accompagné d'une prévision du coût de cette politique d'emploi;

- d'un rapport sur l'utilisation par le personnel de la R.T.B.F. des crédits d'heures accordés aux travailleurs en vue de leur promotion sociale;
- d'un bilan statistique des congés de maladie, des congés sans solde ou des congés pour raisons sociales;
- d'un relevé des accidents de travail et maladies professionnelles.

Communication semestrielle :

- de l'état de réalisation des perspectives en matière d'emploi par rapport aux prévisions annuelles.

Communication trimestrielle :

- d'une statistique des heures supplémentaires (en distinguant heures compensées et heures réellement prestées) et dominicales;
- d'un relevé du recours aux firmes d'intérimaires.

Communication ponctuelle :

- de tout projet concernant :
 - les règles du cumul interne ou externe;
 - les modifications aux règlements d'examen;
 - l'utilisation de stagiaires, d'étudiants ou de pensionnés;
 - le reclassement des handicapés;
 - la définition des fonctions;
 - l'interprétation du statut du personnel, des conventions collectives, des règlements, des prestations et des octrois d'indemnités;
 - de toute modification significative apportée à la politique suivie en matière d'investissements, de recrutements, de budgets et de programmes dans la mesure où ceux-ci concernent le personnel.

IV. Grille des programmes en ce qui concerne l'utilisation du personnel.

Communication avant toute nouvelle saison radiophonique :

- du projet de plan des programmes, de ses modalités d'application et de ses implications en matière de personnel. Ce document suppose une information sur les normes de productions.

Communication ponctuelle :

- de tout projet précisant la politique culturelle de la R.T.B.F. comportant une incidence sur la politique de l'emploi;
- de tout projet modifiant de manière significative la grille des programmes dans la mesure où elle affecte l'utilisation du personnel;
- de tout projet pouvant influencer de manière significative l'interprétation des art. 2, 4 et 25 du décret, ainsi que des règles internes fixant la déontologie de l'information.

Vu pour être annexé à l'arrêté du 5 avril 1984.

Le Ministre-Président chargé des Affaires culturelles
et des Relations extérieures,

Ph. MOUREAUX

Le Ministre des Affaires sociales,

Ph. MONFILS

Le Ministre de la Santé et de l'Enseignement,

R. URBAIN

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N. 84 — 778

5 APRIL 1984. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot regeling van de sociale betrekkingen in de instellingen van openbaar nut die onder de Franse Gemeenschap ressorteren

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen, inzonderheid artikel 13, §§ 3, 5 en 6;

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid artikel 11, § 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 4, d.d. 18 april 1967;

Gelet op het decreet van 12 december 1977 houdende statuut van de Belgische Radio en Televisie van de Franse Gemeenschap (R.T.B.F.), inzonderheid artikel 9, §§ 4 en 23, alinea 2;

Gelet op het decreet van 1 juli 1982 houdende de oprichting van een Commissariaat Generaal bij de Internationale Betrekkingen, inzonderheid artikel 1;

Gelet op het decreet van 30 maart 1983 houdende oprichting van het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn (N.W.K.) (Kind en Gezin), inzonderheid artikel 19, § 2;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 februari 1982 tot regeling van de handtekening van de handelingen van de Executieve, inzonderheid artikel 3;

Gelet op het advies van de Syndicale Raad van Advies bij het Instituut van de Belgische Radio en Televisie van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het akkoord van Onze Minister-voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap die bevoegd is inzake personeel, gegeven op 24 februari 1984;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op voordracht van Onze Minister-voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap belast met de culturele aangelegenheden en de buitenlandse betrekkingen en Onze Minister van Sociale Zaken, en gelet op de beraadslaging van de Executieve d.d. 22 maart 1984,

Besluit:

HOOFDSTUK I

Doel en werkingssfeer van de wet

Artikel 1. De bij deze wet ingestelde regeling is van toepassing op de vastbenoemde personeelsleden, de stagiairs, het tijdelijk of aanvullend personeel zelfs indien zij met een arbeidscontract zijn tewerkgesteld, van de onderstaande instellingen:

1. de Belgische Radio en Televisie van de Franse Gemeenschap (R.T.B.F.);
2. het Commissariaat-generaal bij de Internationale Betrekkingen;
3. de Dienst Kind en Gezin.

HOOFDSTUK II

Onderhandelingen

Art. 2. § 1. Behoudens in spoedgevallen en in andere door Ons vastgestelde gevallen, kunnen de bevoegde administratieve overheden slechts na onderhandeling met de representatieve vakorganisaties in de daartoe opgerichte comités, vaststellen:

- 1° de grondregelingen inzake:
 - a) het administratief statuut, met inbegrip van de vakantie- en verlofregeling;
 - b) de bezoldigingsregeling;
 - c) de pensioenstelsels;
 - d) de betrekkingen met de vakorganisaties;
 - e) de organisatie van de sociale diensten.

Desgevallend worden de grondregelingen door Ons bepaald, met vermelding, hetzij van de daarin behandelde materies, hetzij van de daarin opgenomen bepalingen. De daartoe vast te stellen besluiten worden voorafgegaan door de in dit artikel voorgeschreven onderhandelingen.

2° verorderingsbepalingen, algemene maatregelen van inwendige orde en algemene richtlijnen met het oog op de latere vaststelling van de personeelsformatie of inzake arbeidsduur en organisatie van het werk.

§ 2. Vooraleer ontwerpen van decreet betreffende een van de in § 1 bedoelde aangelegenheden worden ingediend, wordt eveneens onderhandeld overeenkomstig die bepaling.

Art. 3. § 1. Er wordt een onderhandelingscomité opgericht voor elke bij artikel 1 bedoelde instelling. Dat comité is bevoegd voor aangelegenheden die betrekking hebben op het personeel van de instelling van openbaar nut waarvoor het werd opgericht.

§ 2. Het onderhandelingscomité functioneert volgens de regelen bepaald in bijlage 1 bij onderhavig besluit.

§ 3. Het onderhandelingscomité is samengesteld als volgt:

1. één of meer leden van de Executieve aangewezen door de Executieve, of hun gemachtigde afgevaardigden;
2. de leden van de Nationale Regering die Openbaar Ambt onder hun bevoegdheid hebben, of hun gemachtigde afgevaardigden;
3. ten minste twee afgevaardigden van elke representatieve vakorganisatie.

De leidinggevende ambtenaar van de instelling van openbaar nut alsmede, wat de R.T.B.F. betreft, de ambtenaar-generaal belast met de paritaire zaken, maken eveneens deel uit van het comité.

§ 4. De in § 3, 2° bedoelde afvaardiging neemt slechts deel aan de onderhandelingen aangaande de kwesties waarvoor de instemming van de Minister van Openbaar Ambt is vereist krachtens artikel 13, § 6 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 houdende hervorming van de instellingen.

§ 5. Het protocol m.b.t. de onderhandelingen bedoeld in artikel 10, § 2, van bijlage 1 bij onderhavig besluit wordt door de voorzitter van het onderhandelingscomité aan de Executieve doorgestuurd.

De Executieve is door bevingenoemd protocol gebonden indien het door alle betrokken partijen is ondertekend.

HOOFDSTUK III. — *Overleg*

Art. 4. § 1. In elke instelling van openbaar nut vermeld in artikel 1 wordt een algemeen overlegcomité opgericht.

§ 2. Onze Minister-Lid van de Executieve, die de instelling van openbaar nut onder zijn bevoegdheid heeft, kan in die instelling, per dienst of groep van diensten, overlegcomités oprichten waarvan hij de bevoegdheid bepaalt.

§ 3. Het geheel van de bevoegdheden van de overlegcomités stemt overeen met die van het algemeen overlegcomité.

§ 4. Elk overlegcomité en elk algemeen overlegcomité is bevoegd voor de materies bedoeld in artikel 6 die uitsluitend betrekking hebben op het personeel dat onder hem ressorteert.

§ 5. De voorstellen m.b.t. de oprichting van overlegcomités worden besproken in het algemeen overlegcomité onder wiens bevoegdheid zij werden opgericht.

§ 6. De overlegcomités bedoeld in de §§ 1 en 2 van onderhavig artikel, zijn samengesteld als volgt:

1° een voorzitter aangesteld door Onze Minister-Lid van de Executieve onder wie de instelling van openbaar nut ressorteert;

2° werkende leden aangesteld naar rata van twee leden per representatieve vakorganisatie en een gelijk aantal leden aangewezen door Onze Minister-Lid van de Executieve onder wie de instelling van openbaar nut ressorteert.

Elke opdracht in een overlegcomité kan slechts worden toevertrouwd aan personeelsleden die ten minste reeds één jaar in de betrokken dienst werkzaam zijn.

De plaatsvervangers worden aangewezen volgens dezelfde modaliteiten als die voor de aanstelling van de werkende leden.

Het plaatsvervangend lid heeft zitting in de vergadering indien het werkend lid afwezig is.

§ 7. Het overlegcomité vergadert volgens de regelen vastgelegd in de artikelen 3 en volgende van bijlage II bij onderhavig besluit.

§ 8. De in een onderhandelingscomité vertegenwoordigde vakorganisaties zijn gemachtigd afgevaardigden voor te dragen die zitting zullen hebben in de betrokken overlegcomités.

Art. 5. § 1. Bij de R.T.B.F. oefent de Adviescommissie opgericht bij artikel 9, § 4 van het decreet van 12 december 1977 houdende statuut van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française » de bevoegdheden uit van het algemeen overlegcomité bedoeld in artikel 4, § 1.

§ 2. De samenstelling en de werkingsmodaliteiten van het Comité bedoeld in § 1, worden vastgesteld in bijlage II bij onderhavig besluit.

§ 3. Benevens de bevoegdheid die bij artikel 5 aan de adviescommissie worden toevertrouwd, kan aan die commissie bovendien elke kwestie worden voorgelegd met betrekking tot de materiële of morele toestand van het personeel van de R.T.B.F.

Semestrieel en bij elke belangrijke wijziging, wordt zij in kennis gesteld van het beleid uitgestippeld door de beheersorganen inzake investering, recrutering, begroting en programmatie, in de mate dat zij het personeel aanbelangen.

De materies waarover aan de adviescommissie periodiek informatie moet worden gegeven, zijn vermeld in bijlage III bij onderhavig besluit.

Art. 6. § 1. Behoudens in dringende gevallen door ons bepaald en in de andere gevallen door Ons bepaald, is het de bevoegde administratieve autoriteiten niet mogelijk, zonder voorafgaand overleg met de vakorganisaties vertegenwoordigd in de overlegcomités, te nemen :

1° beslissingen inzake de vaststelling van het personeelskader van de diensten die onder het bewuste overlegcomité ressorteren;

2° de regelingen die door Ons, krachtens artikel 2, § 1, 1°, laatste alinea, niet als grondregelingen werden beschouwd, alsmede die met betrekking tot de arbeidsduur en de organisatie van het werk eigen aan de betrokken diensten.

Het voorafgaand overleg is eveneens verplicht inzake de maatregelen van inwendige orde en de richtlijnen met betrekking tot een van de in alinea 1, 2° vermelde materies.

De overlegcomités brengen een gemotiveerd advies uit over de voorstellen die hun bij toepassing van onderhavige paragraaf worden voorgelegd. Volgens dezelfde modaliteiten kunnen bij deze overlegcomités, voorstellen worden aanhangig gemaakt die ertoe strekken de menselijke betrekkingen te verbeteren of de produktiviteit te verhogen.

§ 2. Elk overlegcomité kan door Ons worden belast met de bevoegdheden die in de privé-onderneming worden toevertrouwd aan de Comités voor Veiligheid, Gezondheid en Verfraaiing van de werkplaatsen.

HOOFDSTUK IV

Sociale Diensten

Art. 7. De Executieve bepaalt volgens welke regelen de administratieve overheden die sociale diensten hebben opgericht, het volledig beheer daarvan opdragen aan de representatieve vakverenigingen.

HOOFDSTUK V

Representativiteit

Art. 8. Wordt in elke instelling van openbaar nut beschouwd als representatief, elke vakorganisatie die :

1° haar activiteiten uitoefent op nationaal vlak;

2° aangesloten is bij een vakorganisatie die representatief is in de Nationale Arbeidsraad;

3° de belangen verdedigt van alle categorieën van het personeel van de instelling van openbaar nut;

4° een aantal bijdrageplichtige leden telt dat ten minste 10 % van het aantal personeelsleden van de instelling van openbaar nut vertegenwoordigt.

Art. 9. § 1. Om de zes jaar, vanaf een door Ons vast te stellen datum, onderzoekt een commissie of de vakorganisatie die zitting hebben of vragen om zitting te hebben in de onderhandelingscomités, de voorwaarden vervullen met betrekking tot het aantal bijdrageplichtige aangesloten bepaald in artikel 8.

Deze commissie is samengesteld uit drie door Ons aangestelde leden, magistraten van de rechterlijke macht. De commissie beraadslaagt geldig indien er twee leden aanwezig zijn. Zij beslist eenparig.

De in alinea 1 bedoelde vakorganisaties bezorgen de commissie, indien zij erom vraagt, de bewijsstukken die noodzakelijk zijn voor de toepassing van de bewuste alinea.

De instellingen van openbaar nut waarvan de personeelsleden onderworpen zijn aan het bij dit besluit ingesteld stelsel, moeten de voorzitter van de commissie, indien hij erom vraagt, de lijst met de namen van hun personeel voorleggen.

De leden van de commissie en desgevallend de personeelsleden die hen bijstaan, moeten het beroepsgeheim bewaren met betrekking tot de door de vakorganisaties gegeven inlichtingen.

Een afgevaardigde van de betrokken vakorganisatie mag aanwezig zijn bij elke verificatie die haar aanbelangt.

§ 2. Een vakorganisatie waarvan door de commissie werd vastgesteld dat zij niet voldoet aan de bepalingen bedoeld in § 1, alinea 1, mag een nieuw onderzoek aanvragen indien zij meent sedert die vaststelling wel aan de gestelde voorwaarden te voldoen.

Dit nieuw onderzoek kan ten vroegste gebeuren twee jaar na de jongste telling en uiterlijk twee jaar vóór het verstrijken van de termijn van zes jaar.

Indien uit het nieuw onderzoek blijkt dat de vakorganisatie de gestelde voorwaarden vervult, dan krijgt zij onmiddellijk zitting in de comités waarvoor zij als representatief wordt beschouwd.

Art. 10. Het tellen van de bijdrageplichtige leden wordt vastgesteld op basis van de reglementering tot vaststelling van de voorwaarden met betrekking tot de toekenning van de vakbondspremie, met uitzondering van de onderstaande bepalingen :

1° het referentiejaar is het jaar dat het jaar van de telling voorafgaat;

2° het in aanmerking te nemen aantal is dat per 31 december van het referentiejaar;

3° het minimumbedrag van de maandelijkse individuele bijdrage wordt vastgesteld op 0,85 % van de geïndexeerde gewaarborgde maandelijkse brutowedde op 1 juli van het jaar dat het referentiejaar voorafgaat;

4° de bijdrage moet maandelijks, driemaandelijks of bij ontstentenis vooruit zijn betaald.

Art. 11. Onverminderd de prerogatieven die hun door dit besluit worden toegekend, mogen de representatieve vakorganisaties onder de door Ons vastgestelde voorwaarden :

1° de prerogatieven van de erkende vakorganisaties uitoefenen;

2° de vakbondsbijdragen innen in de lokalen, tijdens de diensturen;

3° aanwezig zijn op de vergelijkende examens en op de examens die voor de personeelsleden worden georganiseerd onverminderd de prerogatieven van de examencommissie;

4° vergaderingen organiseren in de lokalen.

HOOFDSTUK VI

Erkenning

Art. 12. De vakorganisaties van de personeelsleden op wie de bij dit besluit ingestelde regeling van toepassing is, worden erkend, behoudens in de gevallen door Ons bepaald, zodra zij zich bij de betrokken overheid kenbaar maken door het toezenden, bij een ter post aangetekende brief, van een afschrift van hun statuten en van de lijst van hun verantwoordelijke leiders.

Zij blijven hun erkenning slechts behouden indien zij aan de betrokken overheid de wijzigingen mededelen die zij in hun statuten of in de lijst van hun verantwoordelijke leiders aanbrengen.

Art. 13. De erkende vakorganisaties mogen, onder de voorwaarden door Ons bepaald :

1° stappen doen bij de overheid in het gemeenschappelijk belang van het personeel dat zij vertegenwoordigen of in het bijzonder belang van een personeelslid;

2° een personeelslid dat zijn daden vóór de administratieve overheid moet rechtvaardigen, op zijn verzoek bijstaan;

3° in de lokalen van de diensten berichten aanplakken;

4° de algemene documentatie ontvangen betreffende het beheer van het personeel dat zij vertegenwoordigen.

HOOFDSTUK VII
Slotbepalingen

Art. 14. De onderscheiden bepalingen van dit besluit worden door Ons in werking gesteld en toepasselijk verklaard op de data en volgens de regeling door Ons bepaald.

Art. 15. Onze Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap, belast met de culturele aangelegenheden en buitenlandse betrekkingen en Onze Minister van Sociale Zaken zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 5 april 1983.

De Minister-voorzitter belast met de Culturele Aangelegenheden en Buitenlandse Betrekkingen,
Ph. MOUREAUX

De Minister van Sociale Zaken,
Ph. MONFILS

De Minister van Gezondheidszorg en Onderwijs
R. URBAIN

Bijlage 1

Regels inzake de werkwijze van de onderhandelingscomités

1. Het comité :

Artikel 1. § 1. Een lid van de afvaardiging van de Executieve van de Franse Gemeenschap is voorzitter van het comité.

§ 2. De voorzitter bepaalt de agenda en de data van de vergaderingen; hij leidt de debatten en staat in voor de goede orde van de bijeenkomst.

§ 3. Elk lid van het comité en alle vakverenigingen vertegenwoordigd in het comité krijgen een exemplaar van de notulen.

§ 4. De door de bevoegde overheid genomen beslissingen in verband met onderwerpen die tot de bevoegdheid van het comité behoren, worden binnen een periode van één maand ter kennis van het comité gebracht.

Art. 2. Een door de voorzitter aangesteld personeelslid wordt belast met het secretariaat van het comité: hij maakt de notulen van de vergaderingen op, evenals het protocol dat uit de onderhandelingen voortvloeit.

2. De uitnodigingen :

Art. 3. § 1. Het comité wordt bijeengeroepen op initiatief van zijn voorzitter of op verzoek van één van de afvaardigingen van de representatieve vakorganisaties.

§ 2. Behoudens dringende gevallen worden de uitnodigingen uiterlijk acht dagen vóór de datum van de vergaderingen toegestuurd aan alle leden en aan de vakverenigingen die in het comité vertegenwoordigd zijn.

Bij de uitnodigingen worden de agenda en de voor de bespreking vereist stukken gevoegd.

3. De deskundigen :

Art. 4. § 1. De diverse afvaardigingen kunnen zich laten vergezellen door evenveel deskundigen als er agendapunten zijn.

§ 2. De voorzitter dient vooraf van de aanwezigheid van die deskundigen in kennis te worden gesteld.

§ 3. Per afvaardiging mogen tegelijkertijd twee deskundigen de vergadering bijwonen.

4. De agenda.

Art. 5. § 1. Alleen de voorstellen die op de agenda zijn ingeschreven mogen door het comité worden besproken.

§ 2. De agenda wordt evenwel steeds afgesloten met een punt « diverse kwesties »; naar aanleiding daarvan kunnen de leden vragen stellen.

5. De vergaderingen.

Art. 6. § 1. De vergaderingen van het comité worden geopend en gesloten door de voorzitter.

§ 2. De voorzitter vergewist zich van de aanwezigheid van de leden en van de geldigheid van hun mandaten.

Art. 7. Het comité maakt een protocol op waarin het besluit van de onderhandeling is verrat, binnen een periode van 2 maanden vanaf de dag waarop het punt voor het eerst op de agenda van een vergadering werd ingeschreven.

In dringende gevallen wordt die periode van 2 maanden teruggebracht tot 10 werkdagen, op verzoek van de afvaardiging van de Executieve.

Art. 8. § 1. De ontwerpen van notulen en protocollen worden overgemaakt aan alle leden van het comité. Zij beschikken over 10 werkdagen, vanaf de datum van verzending, om hun opmerkingen kenbaar te maken. Indien geen wijzigingen worden voorgesteld, dan worden de notulen en protocollen definitief goedgekeurd.

In tegengestelde gevallen, worden zij pas na goedkeuring tijdens de eerstvolgende vergadering definitief.

§ 2. Zo een punt dringend moet worden onderzocht, dan wordt de tekst ervan tijdens de vergadering opgemaakt en goedgekeurd.

Art. 9. De volgorde van de te onderzoeken kwesties kan worden gewijzigd, met de instemming van de meerderheid van de afvaardigingen.

6. Notulen en protocollen.

Art. 10. § 1. De notulen omvatten een korte samenvatting van de besprekingen.

§ 2. Het protocol omvat de tekst met de eenparige instemming van alle partijen, ofwel hun respectieve standpunten.

Een beknopte nota opgemaakt door één van de afvaardigingen kan eventueel bij het protocol worden gevoegd.

7. Documentatie.

Art. 11. Alle originele of gecopieerde dossiers worden ondergebracht in het archief van het secretariaat dat voor de bewaring instaat.

Hetzelfde geldt voor alle desbetreffende documentatie.

De leden kunnen er ter plaatse kennis van nemen.

8. Diverse bepalingen.

Art. 12. Over de gevallen die niet in dit reglement zijn bepaald wordt, in de mate van het mogelijke, onmiddellijk door het Comité beslist; de beslissingen worden voor goedkeuring aan de Executieve van de Franse Gemeenschap voorgelegd.

Indien de voormelde aangelegenheden niet onmiddellijk kunnen worden geregeld, dan zal het Comité beraadslagen en een gemotiveerd voorstel voor goedkeuring bij de Executieve van de Franse Gemeenschap indienen.

Ons bekend om te worden gevoegd bij het besluit van 5 april 1984.

De Minister-Voorzitter belast met Culturele Aangelegenheden en Buitenlandse Betrekkingen,

Ph. MOUREAUX

Minister van Sociale Zaken,

Ph. MONFILS

Minister van Gezondheidszorg en Onderwijs,

R. URBAIN

Bijlage II

**Samenstelling van de adviescommissie van de R.T.B.F.
en regelen met betrekking
tot de werkwijze van de overlegcomités**

I. Samenstelling van de adviescommissie van de R.T.B.F.

Artikel 1. § 1. De adviescommissie is samengesteld uit de leden van de Vaste Commissie en twee afgevaardigden van elke vakvereniging vertegenwoordigd in het onderhandelingscomité van de R.T.B.F., die twee werkende leden en twee plaatsvervangende leden zullen aanstellen.

§ 2. De afgevaardigden van de Executieve en de administrateur-generaal wonen van rechtswege de vergaderingen van de adviescommissie bij.

§ 3. De directeurs-generaal respectievelijk belast met de leiding van de radio-/televisiediensten wonen eveneens de vergaderingen van de adviescommissie bij.

Art. 2. Het voorzitterschap van de adviescommissie wordt waargenomen door de voorzitter van de raad van beheer.

II. Werking van de overlegcomités.

1. Het comité.

Art. 3. § 1. De leidinggevende ambtenaar en de afvaardiging van elke vakorganisatie kunnen zich laten bijstaan door evenveel deskundigen als er punten op de agenda staan.

§ 2. De voorzitter moet vooraf op de hoogte worden gebracht van de aanwezigheid van die deskundigen.

§ 3. Per afvaardiging mogen tegelijkertijd twee deskundigen aan de vergadering deelnemen.

2. De uitnodigingen.

Art. 4. § 1. De commissie wordt bijeengeroepen op initiatief van haar voorzitter.

§ 2. De commissie vergadert ten minste viermaal per jaar en daarenboven op het verzoek van de Vaste Commissie of van de afgevaardigden van één van de representatieve vakorganisaties.

§ 3. Voor het onderzoek van belangrijke en dringende kwesties kan de voorzitter de vergadering bij spoedprocedure bijeenroepen.

Art. 5. De data van de vergaderingen worden door de voorzitter vastgesteld.

Voor de vergaderingen bijeengeroepen wegens urgentie, op verzoek van de leden die het personeel vertegenwoordigen, wordt de datum vastgesteld binnen 10 dagen na het indienen van het verzoek tot bijeenroepen op het secretariaat van de commissie.

Art. 6. § 1. Behalve in dringende gevallen, worden de uitnodigingen verstuurd uiterlijk 8 dagen voor de datum van de vergaderingen, naar alle werkende leden en naar de vakverenigingen die in de commissie zijn vertegenwoordigd. Bij de uitnodiging wordt de agenda gevoegd alsmede de voor de bespreking vereiste stukken.

§ 2. De plaatsvervangende leden mogen de vergaderingen enkel bijwonen om de werkende leden te vervangen, behalve wanneer zij worden gevraagd de vergadering bij te wonen als deskundige ter zake.

§ 3. Elk werkend lid dat verhinderd is om een vergadering van de commissie bij te wonen moet zijn plaatsvervanger zelf verwittigen met het verzoek hem op de vergadering te vervangen.

§ 4. Elk lid dat verhinderd is om de vergadering bij te wonen dient onmiddellijk het secretariaat te verwittigen.

3. Agenda.

Art. 7. De agenda wordt opgemaakt door het secretariaat van de commissie, onder toezicht van de voorzitter.

Art. 8. § 1. Elk verzoek inzake het inschrijven van een punt op de agenda moet schriftelijk gebeuren in een voldoende omstandig document zodat de bespreking van het bewuste probleem kan worden voorbereid.

§ 2. Elk verzoek inzake het inschrijven van een punt op de agenda moet het secretariaat van het Instituut bereiken op een tijdstip dat het naleven van de sub artikel 6, § 1, vermelde termijn mogelijk maakt.

§ 3. De voorzitter kan het inschrijven van een punt op de agenda toestaan buiten de bij dit artikel bepaalde termijn, wanneer dit wegens urgentie is gerechtvaardigd.

Art. 9. § 1. De commissie kan enkel beraadslagen over de voorstellen ingeschreven op de agenda.

§ 2. De agenda omvat evenwel steeds een punt « diverse kwesties ». Naar aanleiding daarvan kunnen de leden vragen stellen. Die vragen kunnen worden beantwoord tijdens de volgende vergadering.

4. De vergaderingen.

Art. 10. De voorzitter vergewist zich van de aanwezigheid van de leden en van de geldigheid van de eventuele plaatsvervangende.

Art. 11. § 1. Het secretariaat van het Instituut maakt de notulen de meerderheid van haar leden aanwezig is.

§ 2. Wanneer de vergadering bij spoedprocedure wordt bijeengeroepen kan worden afgeweken van de bepalingen sub § 1 met dien verstande dat daarvan melding wordt gemaakt in de notulen.

5. De notulen.

Art. 12. § 1. Het secretariaat van het Instituut maakt de notulen van de vergaderingen op.

§ 2. De notulen vormen een samenvatting van de besprekingen; zij maken melding van het unaniem advies van de afvaardiging van de overheid en van de afgevaardigden van de vakorganisaties, ofwel van hun respectieve standpunten.

§ 3. Een beknopte nota opgemaakt door één der afgevaardigden kan eventueel bij de notulen worden gevoegd.

Art. 13. § 1. Een genummerd exemplaar van de voorlopige notulen wordt toegestuurd aan alle leden die op de vergadering aanwezig waren.

§ 2. De leden beschikken over een termijn van 5 werkdagen, vanaf de datum van verzending, om hun opmerkingen schriftelijk kenbaar te maken. De gevraagde verbeteringen mogen de betekenis van de woorden gebruikt door een lid, of het standpunt dat hij in het debat innam, niet wijzigen.

§ 3. De definitieve notulen, eventueel gecorrigeerd met de instemming van de voorzitter, worden toegestuurd aan alle werkende en plaatsvervangende leden, aan de vakverenigingen, aan de commissarissen van de Executieve, aan de administrateur-generaal en aan de raad van beheer.

6. Documentatie.

Art. 14. Alle originele of gecopieerde dossiers worden ondergebracht in het archief van het secretariaat van het Instituut dat voor de bewaring instaat. Hetzelfde geldt voor alle desbetreffende documentatie. De leden kunnen er ter plaatse kennis van nemen.

7. Diverse bepalingen.

Art. 15. Over de gevallen die niet in dit reglement zijn bepaald wordt, in de mate van het mogelijke, onmiddellijk door de commissie beslist; de beslissingen worden voor goedkeuring aan de Executieve van de Franse Gemeenschap voorgelegd.

Indien de voormelde aangelegenheden niet onmiddellijk kunnen worden geregeld, dan zal de commissie beraadslagen en een gemotiveerd voorstel voor goedkeuring bij de Executieve van de Franse Gemeenschap indienen.

Ons bekend om te worden gevoegd bij het besluit van 5 april 1984.

De Minister-Voorzitter belast met Culturele Aangelegenheden
en Buitenlandse Betrekkingen,

PH. MOUREAUX

De Minister van Sociale Zaken,

P. MONFILS

De Minister van Gezondheidszorg en Onderwijs,

R. URBAIN

Bijlage III

**Materies die ter kennis moeten worden gebracht
van de leden van de adviescommissie van de R.T.B.F.**

I. Begroting en financies.

Jaarlijkse mededeling van :

- het ontwerp van begroting en werking (verlenging en nieuwe initiatieven — uitgaven voor het personeel en uitgaven voor programma's);
- het ontwerp van investeringsplan (aard en bedrag van de investeringen — realisatie van het programma in de tijd — financieringsprogramma : dotatie of leningen);
- de voormelde ontwerpen na toekenning van het bewuste krediet door de Raad van de Franse Gemeenschap aan de dienst van de radio-televisie, met verdeling per productiecentrum en sector;
- een verslag waarin, in de mate van het mogelijke, de te voorzien weerslag wordt uiteengezet van het investeringsplan op het tewerkstellingsbeleid, de organisatie van het werk, de begroting en, binnen bepaalde grenzen, de programmatie van de productie.

Driemaandelijks mededeling van :

- de begrotingstoestand;
- de stand van de realisatie van het investeringsplan;
- de lijst van de coproducties die semestrieel aan de V.C. worden voorgelegd;
- een informatie over het door de beheersorganen uitgestippeld beleid inzake investeringen, recruteringen, begrotingen, programma's, voor zover dit beleid het personeel aanbelangt.

Punctuele mededeling van :

- de ontwerpen van interne reglementen opgemaakt bij toepassing van de art. 4 (inzonderheid coproducties) en 20 (verkoop, huur, bezoldiging voor gepresteerde diensten) van het decreet houdende oprichting van de R.T.B.F., voor zover die reglementeringen aan de Vaste Commissie moeten worden voorgelegd;
- de ontwerpen van contracten met firma's, voor zover zij verband houden met de activiteiten van het personeel;
- de ontwerpen die een eventuele wijziging vereisen van de procedures inzake beheer, financies en begroting.

II. Beheer

Jaarlijkse mededeling van :

- het jaarverslag vermeld in artikel 22 van het decreet.

Punctuele mededeling van :

- de plannen die een wijziging vereisen van de structuren in zake het beheer van het Instituut, inzonderheid de structuren die een reorganisatie van de bestaande diensten of op de oprichting van nieuwe diensten veronderstellen;
- de plannen m.b.t. het vaststellen of wijzigen van het gebied en de bevoegdheden van één of van diverse regionale productiecentra.

III. Tewerkstellingsbeleid.

Jaarlijkse mededeling van :

- het organigram van het Instituut;

- een verslag over het R.T.B.F.-tewerkstellingsbeleid op korte en middellange termijn met vermelding van de weerslag ervan op de afvloeiing, (opruststelling), de recrutering (aantal in het vooruitzicht gestelde betrekkingen en kalender van de wervingsexamens), het onthaal en de vorming.

Bij dit verslag moet een raming worden gevoegd van de kostprijs van het bewuste tewerkstellingsbeleid;

- een verslag over het gebruik dat het personeel van de R.T.B.F. maakt van de kredieturen toegekend aan de werknemers met het oog op hun sociale promotie;

- een lijst met de statistische gegevens over ziekteverlof, onbezoldigd verlof of verlof om sociale redenen;
- een lijst van de arbeidsongevallen en beroepsziekten.

Semestriële mededeling van :

- de stand van de reeds gerealiseerde vooruitzichten inzake tewerkstelling t.o.v. de jaarlijkse vooruitzichten.

Trimesteriële mededeling van :

- een lijst van de overuren (met een onderscheid tussen de compensatie-uren en de werkelijk gepresteerde uren) en de op zonen feestdagen gepresteerde uren;
- een lijst van de uitzendbureau's waarop een beroep werd gedaan, met vermelding van de frequentie.

Punctuele mededeling van :

- elk plan m.b.t. :
 - de interne en externe cumulatie;
 - de wijzigingen aan het examenreglement;
 - de inschakeling van stagiairs, studenten of gepensioneerden;
 - de reclassering van gehandicapten;
 - de omschrijving van de functies;
 - de interpretatie van het personeelsstatuut, de collectieve overeenkomsten, de reglementen, de prestaties en de toegekende vergoedingen;
 - elke belangrijke wijziging in het gevolgde beleid inzake investering, recrutering, begroting, programma's, voor zover zij het personeel aanbelangen.

IV. Programmaschema met betrekking tot de tewerkstelling van het personeel

Mededeling voor elk nieuw radioseizoen van :

- het ontwerp van programmaschema, de toepassingsmodaliteiten en de weerslag ervan op het personeel.

Dat document moet informatie omvatten over de productienormen.

Punctuele mededeling van :

- elk plan m.b.t. het cultureel beleid van de R.T.B.F. dat een weerslag heeft op het tewerkstellingsbeleid;
- elk plan dat het programmaschema in een belangrijke mate wijzigt, voor zover deze wijziging een invloed heeft op de tewerkstelling van het personeel;
- elk plan dat de interpretatie van de art. 2, 4 en 25 van het decreet op een aanzienlijke wijze kan beïnvloeden, alsmede de interne regelen inzake deontologie van de informatie.

Ons bekend om te worden gevoegd bij het besluit van 5 april 1984.

De Minister-Voorzitter belast met de Culturele Aangelegenheden
en Buitenlandse Betrekkingen,

PH. MOUREAUX

De Minister van Sociale Zaken,

PH. MONFILS

De Minister van Gezondheidszorg en Onderwijs,

R. URBAIN